

Nous le faisons pour la Suisse de 2015, 2050 et 2100 !

Nos emplois, notre sécurité sociale et notre prospérité sont menacés par une politique extrême menée par la droite et par la gauche. La relation compliquée avec l'Union européenne ainsi que le franc fort soumettent en outre l'économie suisse à une pression énorme. L'attractivité de notre économie est basée sur la compétitivité et l'innovation. Nous voulons avancer avec courage vers le futur et soutenir et développer notre économie. Le PDC assure à nos enfants et petits-enfants un avenir serein et prospère. **Nous le faisons pour la Suisse de 2015, 2050 et 2100.**

1) La Suisse et l'Europe – clarifier et pérenniser nos relations avec l'UE !

Le PDC s'engage pour une relation contractuelle Suisse-UE. Nos places de travail et notre prospérité y sont liées. L'économie suisse est dépendante de la poursuite d'une bonne relation avec l'UE. Les **accords bilatéraux** ont fait leur preuve.

Nous nous engageons :

- Pour la poursuite de la voie bilatérale avec l'UE et son inscription dans la constitution, afin de conserver les postes de travail suisses et d'assurer la main-d'œuvre nécessaire et l'accès aux marchés économiques.
- Pour une relation contractuelle avec l'UE, afin de pouvoir aussi dans le futur conclure des accords au niveau politique qui nous font aller de l'avant.
- Pour la mise en œuvre du souhait de la population de 2014 de freiner l'immigration, au moyen d'une clause de sauvegarde supportable pour l'économie¹. Le manque de main d'œuvre qualifiée doit être comblé par le biais d'une campagne de formation (y.c. continue) à l'échelle nationale ainsi qu'en exploitant mieux le potentiel des forces de travail indigènes (femmes et travailleurs plus âgés).
- Pour une Suisse souveraine : une adhésion à l'Union européenne n'entre pas en ligne de compte.

2) Fonds pour l'avenir et promotion de l'innovation – créer de l'emploi !

Avec un **Fonds Suisse pour l'avenir**, nous créons un instrument qui renforce l'attractivité de l'économie suisse de manière durable. Avec une **forte promotion de l'innovation**, nous relançons l'esprit d'entreprise et créons des emplois pour la prospérité de la Suisse.

Grâce à la politique économique durable, responsable et ouverte sur le monde de ces dix dernières années, la Suisse a l'économie la plus compétitive du monde. En période économique incertaine actuelle liée aux répercussions de la crise de l'euro et à l'incertitude autour de l'avenir des bilatérales, les entreprises agissent toutefois avec une certaine prudence. Beaucoup économisent justement sur des investissements dans de nouvelles idées et projets. Mais l'innovation est le moteur de notre croissance économique et les emplois en Suisse sont ainsi toujours plus en danger. Nous voulons stopper cette tendance – pour cela il faut du capital et de la volonté d'investir.

Nous nous engageons pour la création d'un Fonds Suisse pour l'avenir :

- 1 pour cent des fonds disponibles à long terme (assurances-vie, fonds de pension, etc.) sont versés dans le fonds.
- Ce Fonds Suisse pour l'avenir investira dans des fonds de capital-risque organisés et très spécialisés et porteurs d'avenir dans les secteurs technologiques de pointe comme l'énergie et les technologies vertes, les nouveaux matériaux, la technologie des matériaux, les nanotechnologies, les technologies de l'information et la cybersécurité, les biotechnologies, la technologie médicale et les FinTech.

¹ Si la proportion nette d'immigration en Suisse en comparaison avec la moyenne des Etats de l'UE/AELE est excessivement plus élevée, des mesures limitant l'immigration peuvent être introduites. D'autres conditions peuvent aussi être formulées pour l'activation de la clause de sauvegarde.

Nous nous engageons pour une stratégie « SuisseInnovation 2020 » :

- Élaboration et mise en application d'une stratégie « SuisseInnovation 2020 » avec une remise à niveau des conditions-cadres et notamment un réaménagement des bases légales et des incitations fiscales pour diminuer les coûts des start-up et autres entreprises innovantes face à la concurrence mondiale.
- Création d'un « visa entrepreneur » pour faciliter la venue des capital-risqueurs et des créateurs d'entreprises innovantes afin de les libérer des contraintes et incertitudes de la politique migratoire de l'après 9 février 2014.
- Diminution ou même suppression de l'impôt sur le capital pour les start-up suisses, comme préconisé par l'OCDE.
- Introduction d'une cellule d'innovation au sein de l'armée suisse avec les moyens financiers nécessaires pour contrer les menaces actuelles, notamment la cybercriminalité.
- Création de nouveaux pôles d'innovation réunissant sur un même site des acteurs de l'innovation suisse (start-up, hautes écoles (HES), universités et écoles polytechniques, etc.) afin de faciliter la coordination de leurs activités et de permettre une mise sur le marché rapide et efficace de leurs innovations.

3) Politique d'asile – Mise en œuvre rapide de mesures !

Le PDC s'engage pour la préservation de la tradition humanitaire de la Suisse. Les demandeurs d'asile dont les motifs sont justifiés doivent bénéficier d'une protection et donc obtenir le plus rapidement possible le droit d'asile en Suisse. Les autres doivent recevoir une décision définitive rapidement et quitter la Suisse, pour autant qu'un retour soit possible et exigible. Raison pour laquelle nous nous engageons depuis longtemps pour une accélération des procédures d'asile. Des procédures plus courtes profitent à tout le monde et en particulier aux requérants d'asile eux-mêmes. Ainsi ils peuvent savoir rapidement s'ils peuvent rester ou non en Suisse.

Jamais autant d'êtres humains n'ont encore été en fuite en même temps. C'est un problème global. La Suisse ne peut pas le résoudre toute seule. Elle doit coopérer avec d'autres partenaires, en particulier l'UE, et trouver rapidement des solutions. L'aide sur place est la plus efficace. La Suisse doit aider plus particulièrement les pays voisins de ceux où règne la guerre. Ce sont en général eux qui accueillent le plus de réfugiés. En plus des mesures à prendre au niveau international, la Suisse doit également surmonter par elle-même les défis qui se posent dans le domaine de l'asile au niveau interne.

Nous nous engageons :

- Pour des procédures d'asiles plus courtes dans des centres fédéraux.
- Pour un soulagement immédiat des cantons frontaliers, en particulier à la frontière Sud. Les contrôles des personnes dans les régions frontalières doivent être renforcés. Cela nécessite des gardes-frontière supplémentaires. Le Conseil fédéral doit en outre examiner d'autres mesures de soutien si la situation s'aggrave encore.
- Pour une interdiction de principe des voyages à l'étrangers pour les requérants d'asile et les personnes admises provisoirement. Des dérogations peuvent être accordées pour des motifs justifiés. Les voyages dans le pays d'origine sont exclus et provoquent la perte du statut de protection.
- Pour des prestations d'assistance destinées à des fins déterminées pour les personnes en procédure d'asile, y compris pour les personnes admises à titre provisoire. Celles-ci doivent être accordées principalement sous la forme de bons et de prestations en nature, afin de mettre fin aux transferts d'argent dans les pays d'origine financés par des prestations d'aide sociale.
- Pour une interdiction de travail pour les requérants d'asile durant leur séjour dans les centres fédéraux. Ceux qui sont ensuite répartis dans les cantons doivent pouvoir suivre un apprentissage ou être intégrés dans le marché du travail, en fonction de leurs compétences.
- Pour une application rigoureuse des accords de Schengen/Dublin. Tous les Etats contractants doivent respecter les obligations qui leur incombent. La Suisse doit faire pression pour cela au niveau international. De plus, nous voulons une répartition proportionnelle des demandeurs d'asile entre tous les Etats membres de Schengen/Dublin en fonction de la taille de leur population.